7 juin 2025 – Intervention CGT pour le Collectif paix Palestine

Alors que les mobilisations citoyennes se multiplient et s'intensifient en Europe contre les crimes de guerre commis à Gaza, un rassemblement d'Israéliens s'est tenu jeudi 5 juin au Trocadéro (Paris). Face à l'ampleur des massacres et à l'impunité dont bénéficie le gouvernement israélien, ces voix minoritaires demandent une réponse politique claire de la part de la France.

Aprés plus de 600 jours de guerre, plus en plus de voix s'élèvent en Israël pour dénoncer les violences et réclamer un cessez le feu. Malgré les fortes pressions gouvernementales la mobilisation s'amplifie.

Une majorité de Français – 75 %, selon un récent baromètre Odoxa – soutient des sanctions contre Israël, et plus de 60 % se disent favorables à la reconnaissance officielle d'un État palestinien. Présents aussi la semaine dernière devant le ministère des Affaires étrangères, ces citoyens israéliens veulent peser dans le rapport de force pour mettre fin au génocide en cours.

Dans une tribune publiée le 19 mai 2025 dans *Le Monde*, un collectif d'élus, syndicalistes, intellectuels et responsables associatifs appelle le président Emmanuel Macron à reconnaître officiellement l'État de Palestine. Face à l'aggravation dramatique de la situation à Gaza et en Cisjordanie, ils estiment qu'il ne s'agit plus d'une simple option diplomatique, mais d'un **impératif moral, politique et stratégique**.

La tribune rappelle que **148 pays reconnaissent déjà la Palestine**, et plusieurs membres de l'Union européenne l'ont fait ou s'apprêtent à le faire. La France, qui a soutenu par le passé l'adhésion de la Palestine à l'UNESCO et récemment à l'ONU, se trouve dans une position incohérente : soutenir la solution à deux États sans reconnaître l'un d'eux.

Les signataires dénoncent l'**occupation militaire israélienne**, la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et craignent que la possibilité d'un État palestinien viable disparaisse. Ils soulignent l'urgence d'agir avant qu'un **point de non-retour** ne soit atteint, comme l'a averti le secrétaire général de l'ONU.

Ils appellent la France à poser un acte fort en reconnaissant l'État de Palestine, **au plus tard lors de la conférence internationale de juin 2025**, pour défendre le droit international, rétablir sa crédibilité diplomatique et œuvrer pour une paix juste et durable.

La secrétaire générale de la CGT Sophie Binet ainsi que les premiers responsables des organisations syndicales FSU et CFDT sont signataires de cet appel.Je vous invite à signer la pétition,elle est disponible sur le site de la CGT.

A Marseille Les dockers de la CGT refusent de charger des pièces de fusils à destination d'Israël.

L'UD CGT des côtes d'Armor a pris la décision de verser 5000 Euros à l'_ **UNRWA** (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

L'union locale de St- Brieuc fait un don de 500 euros et va appeler les syndicats à participer à la solidarité.

La campagne BDS (boycott,désinvestissement Sanctions) France renouvelle son appel au gouvernement français et aux acteurs de la tenue du salon du Bourget à interdire toute participation israélienne à ce salon en juin 2025.

Partout,amplifions les actions pour que cessent toutes les atrocités,le Génocide.